

Greenpeace accuse Intermarché de surpêche

Le 27 juin 2011 par Valéry Laramée de Tannenber

L'organisation écologiste accuse Intermarché de «*piller*» les grands fonds et appelle le groupement à cesser la pêche par chalutage profond.

«*La pêche profonde pratiquée par Intermarché incarne parfaitement la surpêche en Europe et elle doit cesser immédiatement*», indique Hélène Bourges, responsable de la campagne Océans de Greenpeace dans un communiqué, rappelant que la France et l'Espagne sont les deux principaux pays européens à pêcher dans les grandes profondeurs (entre 600 et 1.500 mètres de fond).

Pour se faire entendre, les militants de Greenpeace se sont rendus cette fin de semaine dans 22 magasins de l'enseigne.

Selon l'ONG, Intermarché représente 60% des prises françaises réalisées par chalutage profond, une technique «*particulièrement destructrice*» qui cible des poissons blancs de grands fonds comme le flétan, le grenadier ou l'empereur.

«*Ces chaluts sont des filets coniques, dont l'ouverture peut être aussi large qu'un terrain de football, tirés par des bateaux au-dessus du plancher océanique, raflant tout sur leur passage*», insiste-t-elle.

«*Le chalutage profond est emblématique des mauvaises pratiques*» industrielles qui menacent des espèces à croissance lente et reproduction tardive. «*De plus, le chalutage profond entraîne des rejets en mer d'animaux morts et détruit le fond des océans*», explique-t-elle.

Intermarché possède la plus importante flotte de chalutage profond en France: 17 navires dont 8, estime l'association écologiste, pratique le chalutage profond. Selon l'ONG, le groupement «*a reçu 9,7 millions d'euros de fonds publics, payés par le contribuable français et européen, entre 1996 et 2008. Intermarché a par la suite, en 2008, injecté 20,4 M€ dans sa flotte pour la maintenir*».

«*Les océans sont en train de mourir, tout particulièrement en Europe: 7 espèces sur 10 aux étals des poissonneries sont surexploitées ou au bord de la surexploitation. Si on ne veut pas d'un océan vide d'ici 35 ans, l'Union européenne doit radicalement changer sa politique*», souligne l'ONG.